15 - 22 juillet 2022

# DOSSIER DE PRESSE

*Michèle Rivasi, eurodéputée*
*et coprésidente de la délégation française VERTS/ALE*

# ACCORD UE-MERCOSUR : TROIS EURODÉPUTÉ-ES VERTS EN AMAZONIE

**CONTACT PRESSE** | marie-alix.verhoeven@ep.europa.eu
+32 479 42 76 66 - www.michele-rivasi.com

# MICHÈLE RIVASI,
## DÉPUTÉE EUROPÉENNE

**Michèle Rivasi**, membre du Parlement européen depuis 2009, en tant que députée française du groupe Europe Écologie Les Verts, est **spécialiste des questions de santé environnementale et de santé publique** au Parlement européen où elle milite pour la transparence et l'accès aux données et à l'information, contre les lobbies agro-alimentaires, chimiques et pharmaceutiques.
Elle est également membre du comité DEVE, où **elle défend les droits des peuples autochtones et des communautés locales**. Particulièrement concernée par les questions liées à la déforestation, la destruction de la biodiversité, l'accaparement des terres et la biopiraterie, **elle lutte également contre les incohérences de nos politiques permettant l'exportation de produits destructeurs** tels que les pesticides interdits qui empoisonnent les peuples et l'environnement ou le lait subventionné qui concurrence les marchés locaux.

En se rendant au Brésil, **Michèle Rivasi veut montrer sa solidarité avec la résistance autochtone et environnementale du Brésil**. Le mois de juillet est important car les élections présidentielles brésiliennes approchent et un "paquet de destruction" du Congrès pourrait entraîner une augmentation de la déforestation et la destruction des moyens de subsistance des peuples autochtones.
En rencontrant de nombreuses personnes de la société civile et des élus, elle espère créer une coalition contre l'accord UE-Mercosur. Le combat, aujourd'hui, est d'empêcher l'Accord de libre échange entre l'Union européenne et le Mercosur.
**Signer cet accord, c'est abandonner les peuples autochtones.**

*Au Congrés mondial de la nature à Marseille, en 2021, j'étai invitée à une grande table-ronde sur le thème : "la déforestation importée, un enjeu mondial."*

L'accord UE-Mercosur conforte les politiques extractivistes, dont celle particulièrement décomplexée, destructrice et anti-autochtone du président brésilien Jair Bolsonaro. **On ne peut pas commercer librement avec le Brésil de Jair Boslonaro.**
Suivant les textes sur les devoirs de vigilance au Parlement européen, **elle veut rapporter des informations du terrain et montrer aux entreprises européennes l'importance de leur responsabilité** tout au long de la chaîne d'approvisionnement. L'industrie bovine est, à elle, seule responsable de plus de la moitié de la déforestation de l'Amazonie, loin devant la culture du soja, l'industrie minière et le commerce du bois. En Amazonie, les peuples autochtones et les défenseurs de l'environnement sont menacés, attaqués et parfois même tués. **Leurs terres disparaissent, happées par l'agrobusiness.**

# MICHÈLE RIVASI,
## DÉPUTÉE EUROPÉENNE

*A l'occasion du congrès mondial de la nature à Marseille, j'avais eu le plaisir de découvrir l'action en justice de 11 représentants de peuples autochtones et associations environnementales contre le groupe Casino.*

Michèle Rivasi veut rencontrer des **entreprises françaises comme Casino, Carrefour ou Louis Dreyfus** qui vendent des produits comme la viande et le soja qui sont impliqués dans la déforestation, la conversion du Cerrado brésilien, la savane la plus riche en biodiversité au monde, et les violations graves des droits des peuples autochtones. Dans la nouvelle législation sur la déforestation importée, Michèle Rivasi fait pression pour inclure la protection d'autres écosystèmes que les forêts, comme les savanes, les prairies et les zones humides. Sinon, **l'Union européenne continuera à être complice de la destruction d'écosystèmes précieux pour la biodiversité** et la lutte contre le changement climatique.

*Au Parlement européen, je rencontre très régulièrement des leaders et activistes autochtones.*

On ne peut accepter un accord qui va faciliter le commerce de produits dangereux, alors que le **Brésil s'apprête à voter une loi "le paquet poison" qui assouplit les règles d'usage des pesticides au Brésil** et simplifie les procédures d'autorisation des produits phytosanitaires. Actuellement, 44 % des ingrédients actifs enregistrés au Brésil ne sont pas approuvés dans l'UE. Il existe 41 types différents de pesticides interdits au sein du bloc européen, mais dont les exportations sont autorisées, tels que les néonicotinoïdes, les "tueurs d'abeilles". Les raisons qui ont conduit l'Union européenne à les interdire tiennent à leur relation avec l'infertilité, les malformations des bébés, le cancer et la toxicité sur les insectes. On ne peut accepter que ces pesticides se retrouvent dans l'eau des villes, dans les écoles ou dans la nourriture des brésiliens.

Il existe également des rapports de communautés du nord au sud du Brésil, selon lesquels des pesticides ont été intentionnellement pulvérisés depuis des avions sur des zones habitées. Il s'agit d'**une véritable guerre chimique visant à détruire les expériences agroécologiques et les familles qui luttent pour leur droit à la terre et pour le droit de cultiver leur propre nourriture.**

# ACCORD UE-MERCOSUR : TROIS EURODÉPUTÉ-ES VERTS EN AMAZONIE

**Michèle Rivasi, Claude Gruffat et Anna Cavazinni, députés du groupe Vert/ALE au Parlement européen seront au Brésil jusqu'au 22 juillet afin de rencontrer les parties prenantes impactées par l'Accord commercial UE-Mercosur, en cours de ratification par les États européens et que les écologistes dénoncent.**

L'Union européenne (UE) et les pays du Mercosur (Brésil, Argentine, Uruguay, Paraguay) ont conclu un accord commercial dès 2019 pour échanger davantage de produits et de services. Le processus de ratification pourrait bientôt commencer.

L'accord commercial entre l'UE et le Mercosur ne peut qu'accroître la déforestation et l'accaparement des terres, en augmentant les exportations de soja, de bœuf et de bioéthanol. Les populations autochtones, qui vivent dans les forêts, risqueront leur vie pour conserver leurs terres, leurs maisons et leurs moyens de subsistance contre les intérêts des grandes entreprises agroalimentaires. Pourtant, l'accord ne prévoit pas de normes exécutoires en matière de droits des peuples autochtones.

Le système agricole orienté vers l'exportation dans les pays du Mercosur s'accompagne souvent de conflits extrêmement violents. En 2019, la seule région de l'Amazonie a connu 33 décès dus à des conflits liés à la terre et aux environnements. Le Brésil se classe au troisième rang mondial en termes d'assassinats de défenseurs de la terre et de l'environnement, avec 24 décès en 2019.

Un accord contre lequel s'oppose les Verts au parlement européen pour plusieurs raisons.

L'accord UE-MERCOSUR est :

1. **Dangereux pour les droits humains**, à la fois des peuples autochtones qui sont expropriés, des défenseurs-euses et l'environnement qui sont menacé-es de mort et pour les travailleurs et travailleuses des fermes brésiliennes qui sont maltraité-es.
2. **Dangereux pour la santé des européen-nes** puisqu'il va permettre d'importer en grandes quantités des produits qui contiennent des résidus de pesticides illégaux en Europe. Le Brésil est, avec les États-Unis, le premier utilisateur mondial de pesticides.
3. **Moteur de la déforestation**.
4. **Nuisible à la biodiversité et créera des zoonoses**
5. **Contraire aux engagements du Green deal**

# ACCORD UE-MERCOSUR : TROIS EURODÉPUTÉ-ES VERTS EN AMAZONIE

### *Réaction de Michèle Rivasi :*

***Cet accord aggravera les violations des droits humains.***

*La pression croissante de l'exploitation commerciale sur la forêt amazonienne va accroître les conflits socio-environnementaux, dont souffrent déjà les peuples autochtones vivant sur le territoire. Et le Brésil est de plus en plus pointé du doigt pour ses violations des droits humains. En 2020, Human Rights Watch a publié un rapport dévastateur sur les violations des droits humains et les violences policières sous Bolsonaro, comptabilisant 6.600 morts. Le Brésil n'a pas ratifié la norme fondamentale du travail 87 de l'OIT sur la liberté d'association, mais il ne respecte pas non plus les normes qu'il a ratifiées. Le travail des enfants et le travail forcé, notamment dans les grandes exploitations agricoles ou latifundia, sont extrêmement problématiques.*

*Or, cet accord UE-Mercosur ne garantit aucune sanction forte en cas de violation des droits humains et les clauses sociales et environnementales de l'accord ne sont pas contraignantes comme les clauses commerciales.*

*Le Parlement européen est clair, il a adopté une résolution sur la politique commerciale européenne en octobre 2020, où il souligne que "l'accord UE-Mercosur ne peut être ratifié dans sa forme actuelle".*

*Le 10 novembre 2021, des représentants de communautés autochtones brésiliennes étaient présents lors d'une grande mobilisation à Bruxelles.*

# *ACCORD UE-MERCOSUR :* UN ACCORD QUI FAVORISE LA DÉFORESTATION

**Une remise en question des engagements de l'Union européenne dans le cadre du contrat vert européen et du plan d'objectifs climatiques de l'UE.**

L'UE s'est engagée à devenir climatiquement neutre d'ici 2050 et à réduire ses émissions de gaz à effet de serre d'au moins 55 % d'ici 2030. Dans le cadre du «Green Deal» européen, l'UE s'est engagée à réduire les émissions importées dues à la déforestation. Or, l'accord commercial UE-Mercosur aggravera la déforestation et augmentera encore les importations de l'UE de produits de base à risque forestier, ce qui compromettra sérieusement les efforts du Green Deal.
L'Union européenne et les pays du Mercosur (Brésil, Argentine, Uruguay, Paraguay) ont conclu dès 2019 un accord commercial visant à accroître les échanges de biens et de services. Le processus de ratification devrait bientôt commencer.

Les experts craignent que l'accord augmente la déforestation dans la région du Mercosur. Le Brésil, le Paraguay et l'Argentine font partie des dix pays ayant les taux de déforestation les plus élevés*. Au Brésil, la déforestation en Amazonie a atteint son plus haut niveau depuis 12 ans en 2020.
Le pilier commercial de l'accord vise à accroître les exportations de bœuf, de soja, de bioéthanol (principale- ment dérivé de la canne à sucre) et d'autres produits agricoles du Mercosur vers l'UE. Malheureusement, il a été prouvé que ces trois produits sont les principaux moteurs de la déforestation. **Toutes les trois minutes, l'équivalent d'un terrain de football de forêt tropicale est détruit à cause des importations de produits de base des pays du Mercosur vers l'UE.**

## Plus de bœuf du Mercosur dans les assiettes européennes signifie plus de déforestation

Le commerce du bœuf est directement lié à l'augmentation de la déforestation en Amérique du Sud, en particulier au Brésil**. Pour répondre à la demande croissante de l'UE en viande bovine provenant de la région, les forêts sont abattues afin de fournir un espace suffisant pour l'élevage du bétail. Le Brésil est particulièrement problématique, avec au moins 17 % de ses exportations de bœuf vers l'UE directement liées à la déforestation illégale.
L'accord commercial entre l'UE et le Mercosur portera les importations de bœuf de la région du Mercosur vers l'UE à 99 000 tonnes par an, ce qui augmentera la demande de terres dans les pays du Mercosur pour élever du bétail et contribuera à aggraver la déforestation.

# *ACCORD UE-MERCOSUR :*
# UN ACCORD QUI FAVORISE LA DÉFORESTATION

Si l'évaluation de l'impact sur le développement durable de la Commission européenne a conclu qu'une augmentation de la production de viande peut être découplée de la déforestation, son analyse était basée sur la politique environnementale du Brésil d'avant 2012. Elle a largement ignoré les tendances récentes de la déforestation et le démantèlement de la protection de l'environnement dans le pays. En fait, une étude d'experts commandée par le gouvernement français montre que si l'accord UE-Mercosur est ratifié, l'augmentation des exportations de viande bovine devrait entraîner une déforestation supplémentaire de 25 % dans la région***.

## Importer davantage de soja sud-américain aggravera la déforestation

Les fèves de soja sont le deuxième produit le plus exporté de la région du Mercosur, et servent principalement à nourrir les animaux dans l'UE. Pourtant, seuls 13 % des importations de soja de l'UE sont considérés comme exempts de déforestation. En Argentine, la province de Córdoba, cœur de la culture du soja, a perdu 95 % de sa forêt indigène au cours des 20 dernières années.

L'accord commercial UE-Mercosur réduira de manière irréversible les taxes à l'exportation de soja, actuellement appliquées en Argentine et au Paraguay. Cela aura pour conséquence de réduire le coût du soja pour les importateurs de l'UE, ce qui entraînera une augmentation de la production et, par conséquent, de la déforestation. Dans les pays du Mercosur, il n'existe pas de processus de traçabilité clair ou crédible permettant de prouver qu'il n'y a pas de lien entre la production de soja et la déforestation.

## Importer du bioéthanol : couper indirectement des forêts pour les voitures européennes

La canne à sucre est la principale source de bioéthanol produite dans la région du Mercosur. La demande de terres pour la production de canne à sucre peut pous- ser l'élevage dans de nouvelles zones pour faire place à la culture. Le bioéthanol peut donc contribuer indirectement à la déforestation.

**L'accord UE-Mercosur multipliera par six les exportations du Mercosur de bioéthanol** destiné à alimenter les voitures européennes, pour atteindre 650 000 tonnes. Selon les analyses du scénario le plus pes- simiste, l'accord pourrait conduire à l'utilisation de 337 027 hectares supplémentaires au Brésil (deux fois la taille de Londres) pour la production de canne à sucre au total.

**- London School of Economics (LSE) (2019), «Évaluation de l'impact sur le développement durable à l'appui des négociations de l'accord d'association entre l'Union européenne et le Mercosur. Projet de rapport intermédiaire». 3 octobre 2019 (page 62)*

*** - Pendrill F., Persson U.M., Godar J., Kastner T., Moran D., Schmidt S. et Wood R. (2019), «Agricultural and forestry trade drives large share of tropical deforestation emissions», Global Environmental Change, vol. 56, pp. 1-10.*

**** - L'estimation d'une augmentation de 25 % de la déforestation concerne les terres nécessaires à l'élevage du bétail pour la carcasse complète du bœuf. L'UE a toutefois tendance à n'importer que l'aloyau du bœuf, qui représente 19,6 % de la totalité du bœuf et, par conséquent, une augmentation directe prévue de la déforestation de 5 %. Cette hypothèse repose toutefois sur le scénario selon lequel la région du Mercosur n'est que partiellement en mesure de remplir la totalité de son quota de 96 000 exportations de viande bovine.*

# ***ACCORD UE-MERCOSUR :***
# UN ACCORD QUI FAVORISE LA DÉFORESTATION

## ***Réaction de Michèle Rivasi :***

*Cet accord UE-Mercosur va accroître la pression sur la déforestation et favoriser la destruction de la biodiversité.*

*Le Brésil, le Paraguay et l'Argentine font partie des 10 pays où la déforestation est la plus dévastatrice, dont 80% est causée par les activités agricoles et d'élevage. Un rapport commandé par le gouvernement français indique que l'augmentation de la production de viande bovine dans la région du Mercosur, à la suite de l'accord, entraînera une hausse de 25 % de la déforestation et la disparition de 36.000 km2 de forêt chaque année, soit une superficie équivalente à celle des Pays-Bas. En outre, la partie de l'accord relative à la déforestation est faible :* ***aucune garantie solide et contraignante n'a été fournie pour la protection des forêts et des droits des communautés locales et autochtones.***

*"Reconnaître l'importance de", "promouvoir le commerce des produits forestiers gérés de manière durable", "impliquer, le cas échéant, les communautés locales et autochtones dans une chaîne d'approvisionnement durable", "échanger des informations" et "travailler ensemble dans les forums" sont des dispositions particulièrement faibles et ne parviendront pas à éliminer la déforestation.* ***On ne peut pas encourager le commerce de la viande et du soja*** *alors que nos entreprises ne respectent pas leur devoir de vigilance dans leurs chaînes d'approvisionnement au Brésil.* ***Les entreprises françaises sont complices*** *des feux en Amazonie et de la disparition du Cerrado. Elles devraient cesser immédiatement leur relation commerciale avec certains traders de commodités agricoles, impliqués dans la déforestation de l'Amazonie et du Cerrado, et devraient réorienter leurs politiques d'achat vers les pays qui augmentent leur couvert forestier et protègent les peuples autochtones.*

# ACCORD UE-MERCOSUR
# UN ACCORD NÉFASTE POUR LA BIODIVERSITÉ

**L'Union européenne (UE) et les pays du Mercosur (Brésil, Argentine, Uruguay, Paraguay) ont conclu un accord commercial dès 2019 pour échanger davantage de produits et de services. Le processus de ratification devrait bientôt commencer.**

2019 a également été l'année où la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES), la célèbre organisation mondiale de la biodiversité, a déclaré un déclin sans précédent de la nature et une accélération du rythme d'extinction des espèces. Elle énumère cinq raisons principales pour la destruction des écosystèmes naturels. Notre évaluation de l'accord commercial UE-Mercosur révèle qu'il aggravera quatre d'entre elles, car il ne comporte pas de normes de durabilité applicables et sanctionnables.

## L'accord commercial UE-Mercosur détruira les habitats naturels

L'IPBES a cité la destruction directe ou le défrichage d'habitats naturels pour faire place à des terres agricoles, des pâturages, des routes et des terrains résidentiels comme l'une des cinq raisons expliquant la perte sans précédent de la biodiversité.

L'accord commercial entre l'UE et le Mercosur augmentera les exportations de produits favorisant la déforestation, tels que le soja, le bœuf et le bioéthanol[GI1], de la région du Mercosur vers l'Union européenne. Les forêts seront déboisées pour faire place à des terres agricoles et des pâturages. Si l'accord UE-Mercosur est ratifié, l'augmentation des exportations de bœuf devrait entraîner une déforestation supplémentaire de 25 % dans la région*. Aujourd'hui, au moins 20 % de l'Amazonie brésilienne et 17 % de l'ensemble du bassin amazonien ont déjà été déboisés. L'accord pourrait propulser la région plus près de franchir le point de basculement amazonien, qui se situe entre 20 et 25 % selon d'éminents scientifiques. Au-delà de ce point, l'Amazonie actuelle ne sera plus en mesure de se maintenir et le reste de l'Amazonie pourrait donc être détruit.
La perte de vastes zones forestières a des répercussions sur le changement climatique, les populations autochtones [GI2] et la biodiversité [GI3]. La région du Mercosur abrite un incroyable éventail de biodiversité forestière, comme la forêt amazonienne, le Cerrado (Brésil) et les forêts sèches du Chaco (Argentine et Paraguay). Selon des études, le Brésil est déjà l'un des pays où la production orientée vers l'exportation entraîne la disparition du plus grand nombre d'espèces. L'impact du commerce du soja de l'UE, par exemple, est un facteur considérable dans la perte des habitats du fourmilier géant au Brésil.

## L'accord UE-Mercosur conduira à la surexploitation et à l'épuisement des stocks de poissons

L'IPBES a cité la surexploitation et l'épuisement d'espèces individuelles, comme les poissons dans les océans, comme l'une des cinq raisons expliquant la perte sans précédent de la biodiversité.
L'accord commercial UE-Mercosur supprimera les droits de douane sur les importations de poissons et de crustacés de la région du Mercosur vers l'UE. Les exportations peuvent expliquer en partie pourquoi 93 % du stock mondial de poissons est surexploité. En Argentine, les expériences passées ont montré la probabilité que cet accord entraîne une surpêche, réduisant encore davantage les populations de poissons.

# ACCORD UE-MERCOSUR
# UN ACCORD NÉFASTE POUR LA BIODIVERSITÉ

## L'accord commercial UE-Mercosur va accroître la pollution par les pesticides

L'IPBES a cité la pollution environnementale par des substances toxiques et nocives comme l'une des cinq raisons expliquant la perte sans précédent de la biodiversité.

Le Brésil est, avec les États-Unis, le premier utilisateur mondial de pesticides, dont plus d'une douzaine sont considérés comme très dangereux. En 2020, les Nations unies ont constaté que l'utilisation massive de pesticides au Brésil entraînait une perte de biodiversité, en particulier chez les abeilles. L'Argentine est également un gros utilisateur de pesticides, avec 240 000 tonnes de glyphosate utilisées en 2018, principalement pour la production de soja.
En abaissant les droits de douane sur les produits chimiques, l'accord UE-Mercosur augmentera les exportations de pesticides et de produits agrochimiques de l'UE vers la région du Mercosur, même ceux qui sont interdits dans l'UE. En outre, l'accord augmentera les importations européennes de produits agricoles fabriqués dans la région du Mercosur et contenant de grandes quantités de pesticides. L'accord conduira donc à une utilisation plus intensive des pesticides et des produits agrochimiques dans la région du Mercosur, ce qui aggravera la pollution de l'air, de l'eau et du sol, et endommagera davantage ses écosystèmes fragiles.

## Plus de commerce signifie plus d'espèces invasives

Enfin, l'IPBES a cité les espèces envahissantes comme l'une des cinq raisons expliquant la perte sans précédent de la biodiversité.
Outre le tourisme, le commerce international a un impact sur la biodiversité par l'introduction d'agents pathogènes, de parasites et d'espèces envahissantes. L'accord commercial UE-Mercosur aura un effet indirect qui ne manquera pas de provoquer une augmentation du nombre d'espèces invasives.

**- Cette hypothèse repose toutefois sur le scéna- rio selon lequel la région du Mercosur n'est que partiellement en mesure de remplir la totalité de son quota de 96 000 exportations de viande bovine. L'estimation d'une augmentation de 25 % de la déforestation concerne les terres né- cessaires à l'élevage du bétail pour la carcasse complète du bœuf. L'UE, cependant, a tendance à n'importer que l'aloyau du bœuf, qui repré- sente 19,6 % de la totalité du bœuf et, par consé- quent, une augmentation directe prévue de la déforestation de 5 %.*

# ACCORD UE-MERCOSUR
# UN ACCORD NÉFASTE POUR LES DROITS HUMAINS

## Un accord qui oppose l'agrobusiness aux communautés autochtones

Le système agricole orienté vers l'exportation dans les pays du Mercosur s'accompagne souvent de conflits extrêmement violents. En 2019, la seule région de l'Amazonie a connu 33 décès dus à des conflits liés à la terre et aux environnements. **Le Brésil se classe au troisième rang mondial en termes d'assassinats de défenseurs de la terre et de l'environnement**, avec 24 décès en 2019.

L'accord commercial entre l'UE et le Mercosur ne peut qu'accroître la déforestation et l'accaparement des terres, en augmentant les exportations de soja, de bœuf et de bioéthanol. Les populations autochtones, qui vivent dans les forêts, risqueront leur vie pour conserver leurs terres, leurs maisons et leurs moyens de subsistance contre les intérêts des grandes entreprises agroalimentaires. Pourtant, l'accord ne prévoit pas de normes exécutoires en matière de droits des peuples autochtones.

Le président brésilien Jair Bolsonaro a inversé les processus juridiques qui protégeaient le droit à la terre des communautés autochtones, en particulier le droit à la démarcation, qui a permis de reconnaître et de protéger les propriétés foncières autochtones. Cela a conduit à une situation où **les autorisations foncières des autochtones peuvent être revues et révoquées à tout moment.**
Les droits des populations autochtones sont également violés au Paraguay, où les éleveurs de bétail s'étendent sur les terres autochtones, ce qui constitue une menace immédiate pour leurs moyens de subsistance.
Enfin, l'accord commercial entre l'UE et **le Mercosur augmentera l'utilisation des pesticides dans la région du Mercosur**. Cela aura un impact direct sur la santé des populations indigènes vivant dans ces régions, comme les communautés Mapuche du Gran Chaco en Argentine.
Malgré cette situation horrible, l'accord commercial entre l'UE et le Mercosur fait exclusivement référence à une version édulcorée des protections des Nations unies pour les populations autochtones.

## Un commerce qui ne profitera pas aux travailleurs & travailleuses

Les droits du travail ne sont pas toujours garantis dans la région du Mercosur. Au Brésil, depuis 1995, 55 000 travailleurs brésiliens ont été sauvés par des inspecteurs gouvernementaux de « situations similaires à l'esclavage moderne », la majorité d'entre eux se trouvant dans l'industrie bovine.
Des rapports font état de **travail forcé et de mauvaises conditions de travail dans le secteur de la viande bovine** dans le pays. Les travailleurs des fermes qui approvisionnent les plus grandes entreprises de viande du monde seraient payés des salaires de misère et logés dans des cabanes sans toilettes ni eau courante. L'accord entre l'UE et le Mercosur permettra d'augmenter les exportations de viande bovine, mais il ne prévoit pas de règles applicables ou sanctionnables pour garantir que cette viande est produite selon des normes de travail élevées.

# ACCORD UE-MERCOSUR
# UN ACCORD NÉFASTE POUR LE BIEN-ÊTRE ANIMAL

Les dirigeants syndicaux sont confrontés à des difficultés similaires dans la région. **Au Brésil, en 2020, des dirigeants syndicaux ont été victimes d'arrestations arbitraires et ont reçu de multiples menaces de mort**. Le Brésil n'a pas encore ratifié la convention internationale du travail sur la liberté d'association (OIT 87). Des violations régulières des droits syndicaux sont également signalées en Argentine et au Paraguay.

Dans le cadre de sa stratégie « de la ferme à la table », l'UE améliorera sa législation existante en matière de bien-être animal (sur l'abattage et le transport des animaux, par exemple). L'UE proposera également un label alimentaire sur le bien-être animal.

L'accord commercial augmentera les exportations du Mercosur d'animaux vivants et de produits animaux (bœuf, volaille, porc, viande de cheval, etc.) vers l'UE, ainsi que les exportations européennes de produits laitiers vers le marché du Mercosur.

Pour l'instant, l'accord commercial n'exige pas que les exportations du Mercosur respectent toutes les règles de bien-être animal appliquées dans l'UE*. L'UE s'attachera à auditer et à certifier les abattoirs du Mercosur afin de garantir le respect des normes européennes. Toutefois, la manière dont les animaux sont élevés et transportés dans la région du Mercosur ne relève pas de cette procédure d'audit et de certification de l'UE.

***« Plus de 90 % des consommateurs européens souhaitent que les produits importés respectent des normes de bien-être animal équivalentes à celles appliquées dans l'UE »,***
**selon l'Eurobaromètre.**

**Un nivellement par le bas des normes de bien-être animal**

Aujourd'hui, les normes de bien-être animal sont généralement moins élevées dans la région du Mercosur que dans l'UE. Dans le secteur brésilien de la volaille, par exemple, les normes de bien-être à la ferme ne sont pas réglementées par la législation.

Par conséquent, l'accord commercial pourrait augmenter le nombre de produits entrant dans l'UE avec des normes de bien-être animal moins strictes, avec le risque que les producteurs européens commencent à s'opposer à toute réglementation plus stricte en faveur de la protection des animaux, craignant une concurrence inégale. Il n'y a pas eu de nouvelle loi sur le bien-être animal dans l'UE depuis 2012.

L'accord commercial entre l'UE et le Mercosur facilitera l'exportation de vaches et de volailles vivantes de la région du Mercosur vers le marché de l'UE, ce qui suscite de vives inquiétudes quant à leurs conditions de transport.

**- Mercosur : Animal Protection in EU Trade Negotiations, Euro- group for Animals (pages 12 et 21). Une seule exception semble s'appliquer aux ovoproduits, pour lesquels l'UE aurait condition- né leur libéralisation au respect des normes européennes.*

# ACCORD UE-MERCOSUR
# UN ACCORD NÉFASTE POUR LE BIEN-ÊTRE ANIMAL

## Augmentation du nombre de fermes industrielles pour animaux dans la région du Mercosur

L'accord commercial entre l'UE et le Mercosur stimulera les exportations de viande bovine et encouragera l'intensification du secteur, ce qui entraînera le développement d'un plus grand nombre de fermes industrielles. Dans ces exploitations, les vaches sont confinées dans des parcs d'engraissement où elles sont nourries avec des céréales hautement concentrées. Leur régime alimentaire entraîne des niveaux élevés de maladies digestives, et l'exposition à la poussière fine affecte les voies respiratoires des animaux.

L'accord UE-Mercosur stimulera également les exportations de volaille : 180 000 tonnes de viande de poulet du Mercosur seront autorisées à entrer sur le marché de l'UE en franchise de droits de douane. Cela représente presque le double de la quantité de poulet du Mercosur vendue dans l'UE en 2018 et équivaut à la totalité de la production allemande ou française de viande de poulet. Au Brésil, les élevages de poulets sont souvent surpeuplés, avec plus de poulets par mètre carré que dans l'UE*. Dans les élevages de porcs, les femelles sont maintenues dans des caisses de gestation, séparées de leurs porcelets, une pratique restreinte dans l'UE.

L'intensification de l'agriculture animale, en plus de nuire au bien-être des animaux, est également liée à l'augmentation de la résistance aux antimicrobiens, à la propagation des zoonoses (maladies animales transmissibles aux êtres humains) et à la crise climatique.

## Moins de forêts pour les animaux sauvages dans la région du Mercosur

L'accord commercial entre l'UE et le Mercosur va accroître la déforestation [GI1] dans la région du Mercosur. Les animaux sont largement touchés par cette perte de précieux écosystèmes, car la déforestation met en danger leur habitat.
Si nous prenons au sérieux la crise climatique, la résistance aux antimicrobiens, la réduction de la souffrance animale et la durabilité de nos systèmes alimentaires, nous ne pouvons pas aller de l'avant avec l'accord commercial UE-Mercosur. Nous devons interdire l'exportation d'animaux vivants, créer des contrôles plus nombreux et plus efficaces aux frontières de l'UE et garantir un plus grand nombre d'audits indépendants dans les pays du Mercosur. Sans cela, la certification des viandes et la protection des consommateurs seront sérieusement compromises.

**- La directive du Conseil de 2007 autorise 42 kg/m2, mais seulement avec une dérogation et sous certaines conditions. 42Kg/ M2 est la pratique standard au Brésil.*

# CE QUE PENSENT LES CITOYEN·NES DE CET ACCORD

## Dirigeants nationaux/ gouvernements et dirigeants de l'UE

L'accord Eu-Mercosur étant le plus grand accord commercial jamais négocié par l'UE, et devançant les États-Unis et la Chine, il est considéré comme d'une grande importance pour la position économique et géopolitique de l'UE. Toutefois, sur le plan économique, l'augmentation du PIB pour l'Europe est négligeable. Pour les pays du Mercosur, elle prévoit une perte massive d'emplois industriels. L'évaluation de l'impact sur le développement durable (EID) prévoit sur 10 ans une augmentation négligeable du PIB de 0,1 % pour l'UE, et de 0,25 % à 0,37 % pour les pays du Mercosur. Même ainsi, ces projections doivent être manipulées avec prudence, car le modèle utilisé est basé sur le calcul du modèle d'équilibre général (EGC), qui repose sur l'hypothèse que tous les marchés sont en équilibre et parfaitement concurrentiels.

En outre, une enquête réalisée par YouGov (2021) nous a permis de comprendre que les chefs d'entreprise de huit États membres de l'UE partagent en fait nos préoccupations quant aux incidences environnementales de l'accord.

## Universitaires

De nombreux universitaires se sont prononcés contre l'accord, affirmant qu'il n'aborde pas de manière adéquate les questions de changement climatique et de dégradation de l'environnement, tant dans l'UE que dans les pays du Mercosur, ce qui constitue un défi sans précédent pour ces régions. Il ne reflète donc pas les objectifs climatiques et les autres engagements environnementaux des parties, tels que le «Green Deal» de l'UE et la politique climatique nationale du Brésil. Vous pouvez lire ici la déclaration complète (Feb, 2021).

## Société civile

L'accord a été perçu comme controversé par de nombreuses organisations de la société civile. 450 OSC ont formé une coalition pour stopper l'accord commercial UE-Mercosur, réunissant les efforts de l'UE et du Mer- cosur, plus d'informations. En outre, les agriculteurs sont également opposés à l'accord, car il leur fait subir une concurrence inégale.

## Citoyen-nes

Les citoyen-nes se sont mobilisés pour s'opposer à l'accord et demander à leurs gouvernements de faire passer les gens avant la planète. Le fait que l'accord menace la forêt amazonienne et ses habitants s'est avéré être une raison pour les citoyens d'agir et de s'exprimer. En outre, le gouvernement Bolsonaro est largement critiqué pour avoir présenté des projets de loi menaçant la forêt amazonienne et ses habitants. Par conséquent, s'en tenir aux mesures non contraignantes de l'accord commercial pour avancer sur l'accord de Paris n'est pas perçu comme suffisamment solide.

# A PROPOS DE LA CAMPAGNE DES VERTS/ALE
# *«DITES NON À L'ACCORD UE MERCOSUR»*

**Imaginez que l'UE utilise ses pouvoirs en tant que bloc commercial massif pour promouvoir la transition écologique et les droits humains dans le monde entier. C'est notre vision des futurs accords commerciaux : nous voulons que l'UE n'accepte que les accords qui sont bons pour les gens et la planète, plutôt que ceux qui ne visent que les profits de certains et le pillage des ressources naturelles.**

C'est pourquoi nous disons non à l'accord UE-Mercosur ! L'accord UE-Mercosur contient des défauts que les Verts ont constamment critiqués dans d'autres accords passés. Dans le cas du Mercosur, les préoccupations environnementales sont particulièrement graves. Il s'agit du premier accord à être ratifié après l'adoption du Green Deal européen avec une région où la déforestation, la perte de biodiversité, le bien-être animal et les droits humains sont extrêmement préoccupants. Cela a conduit un certain nombre d'États membres à s'opposer à sa ratification en l'état. Le 7 octobre 2020, le Parlement européen a clairement exprimé son opposition à la ratification de l'accord UE-Mercosur dans sa forme actuelle en adoptant le rapport sur la politique commerciale commune.

Une coalition croissante de gouvernements prend conscience des dangers que représente la signature de cet accord pour les populations et la planète. De plus, nous avons déjà réussi à obtenir du Parlement européen qu'il s'oppose à la ratification de l'accord commercial UE-Mercosur en octobre 2020, principalement en raison de la situation alarmante en Amazonie.

**CONTACT PRESSE** | **marie-alix.verhoeven@ep.europa.eu**
**+32 479 42 76 66**

**RÉSEAUX SOCIAUX**

**SITES INTERNET** | **www.michele-rivasi.com**
**www.europeecologie.eu**